

PRÉFECTURE
DE
SAONE-ET-LOIRE

DIRECTION de l'ADMINISTRATION
GENERALE, de la REGLEMENTATION
et de l'ENVIRONNEMENT

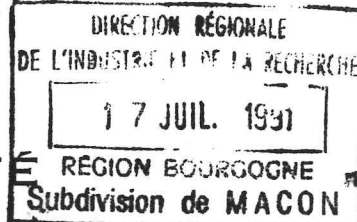
2ème Bureau

Arrêté demandant une étude
sur la gestion des déchets

Société ISOVER à CHALON-sur-SAONE

N° 91-273

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



différent
ARRÊTÉ

LE PREFET de SAONE-et-LOIRE,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances et notamment son article 8 ;

Vu la circulaire en date du 28 décembre 1990 du Ministre chargé de l'Environnement et de la Prévention des Risques Technologiques et Naturels Majeurs - Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques ;

Vu l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 13 juin 1991 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTÉ

Article 1er

La Société ISOVER à CHALON-sur-SAONE est tenue de produire une étude sur la gestion de ses déchets en vue de compléter les éléments du dossier de demande d'autorisation.

Article 2

Cette étude doit être réalisée suivant le guide technique transmis par la circulaire du 28 décembre 1990 susvisée et annexé au présent arrêté.

Conformément à ce guide, l'étude comprend trois volets :

- la description de la situation existante en matière de gestion des déchets de l'entreprise,
- l'étude technico-économique des solutions alternatives pour la gestion de ces déchets,
- la présentation et la justification technico-économique des choix retenus par l'industriel pour la gestion de ses déchets.

.../...

Article 3

Les rapports des différents volets de l'étude doivent être adressés en un exemplaire à l'inspection des installations classées selon l'échéancier suivant :

- premier volet : 30 juin 1992 au plus tard,
- second et troisième volets : 30 juin 1994 au plus tard. Cette échéance pourra être aménagée par l'inspecteur des installations classées, sur avis motivé, en fonction des résultats des phases précédentes. Cette échéance ne pourra excéder le 30 juin 1996.

Article 4

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de CHALON-sur-SAONE, M. le Député-Maire de CHALON-sur-SAONE, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de CHALON-sur-SAONE
- M. le Député-Maire de CHALON-sur-SAONE
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne - 15-17 Avenue Jean Bertin - 21000 DIJON
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement à MACON
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi à MACON
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON
- M. le Directeur des Archives Départementales à MACON
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement - 206 Rue Lavoisier à MACON
- M. le Directeur de la Société ISOVER - B.P. 54 - 71102 CHALON-s/SAONE

MACON, le - 9 JUIL. 1991

LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau Délégué,



R. VINCENT

Signé : Gonthier FRIEDERICI